

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information  
du groupe de travail  
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°12 - avril/ mai 2011

Prix libre

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

Édito

## Faim et profit en Afrique !

La montée spectaculaire des prix des denrées alimentaires avait provoqué les émeutes de la faim en 2008. Depuis, les prix n'ont que légèrement baissé, appauvrissant encore plus les populations. D'après les chiffres de la Banque Mondiale depuis juin 2010, ce sont 44 millions de personnes supplémentaires qui vivent en deçà du seuil de pauvreté.

Juste après 2008, la communauté internationale - pour reprendre un terme obligé - s'était engagée à améliorer significativement la lutte contre la malnutrition.

Aujourd'hui où en est on ? Début septembre 2010, éclatait à Maputo et dans les autres grandes villes du Mozambique - pourtant bon élève du FMI - des révoltes de la faim. Les manifestations en Ouganda mais aussi au Burkina Faso sont dans cette lignée d'autant que des pays comme le Niger, le Burundi, mais la RDC sont dans des situations critiques.

Les prémisses de cette nouvelle crise de la faim sont provoquées par les mêmes facteurs qu'en 2008. De nouveau, des conditions météorologiques défavorables notamment pour les pays grands exportateurs de blé comme la Russie le Kazakhstan ou l'Australie, mais surtout l'encouragement des agrocarburants qui a pour effet de détruire les cultures vivrières des populations et d'augmenter la valeur marchande de la terre qui devient le fruit de spoliation massive. A cela, s'ajoute l'absence d'investissement dans les campagnes des gouvernements africains qui préfèrent rembourser les dettes aux métropoles occidentales, gage de pérennité sur leur trône.

La faim des populations en Afrique est donc la conséquence du pillage du continent par le système capitaliste, qui depuis plus de cinq siècles n'a pas réussi à assurer le minimum vital des populations.

Cette incapacité est une raison à elle seule de renverser ce système inique.

Paul Martial

S  
O  
M  
M  
A  
I  
R  
E

• En bref

Cameroun, Zimbabwe, Ouganda, Djibouti

• Politique, économie et société

Libye: Cacophonie chez les rebelles

Au Burkina Faso, le peuple a cessé d'avoir peur

Nigeria: Élections sur fond de tension sociale

• Dossier

Afrique: le mirage de l'homme providentiel

• Françafrique et néocolonialismes

Rwanda: Taire l'infamie

• Histoires-mémoires

Le panafricanisme de Kwamé Nkrumah

• Cultures

A lire : *Galadio de Didier Daeninckx*

A voir : « Le point de vue du lion de D. Awadi »

A écouter : *Présidents d'Afrique, Case rebelle*

• Agenda

28 mai : Manifestation contre le racisme et pour la régularisation de tous les sans-papiers

**Cameroun: c'est pas du cinéma !**



Le gouvernement du très démocratique Paul Biya, vient d'annuler, au dernier moment, le festival international du film des Droits de l'Homme qui devait se tenir au Centre culturel français à Yaoundé, la capitale politique du Cameroun.

Officiellement le visa de projection a été donné à Espace Lumière qui est le partenaire technique du festival et non à Alliance Ciné qui en est l'organisateur.

Mais la vraie raison verse moins dans l'exégèse juridique c'est que même en cinéma, le gouvernement Biya, ne supporte pas les DROITS DE L'HOMME !

Les slogans dans les manifestations évoluent ce n'est plus que les augmentations de prix qui sont vilipendés mais aussi la corruption des gouvernants.



Des manifestants contre la faim au dernier forum social de Dakar

L'Ouganda dans la région de l'Afrique Centrale est devenu une pièce maîtresse pour le gouvernement des USA qui a toujours soutenu Yoweri Museveni, même lors des dernières élections présidentielles où les 68% de suffrages qui ont été portés sur son nom sont le fruit de fraude massives.

**Zimbabwe: Première victoire pour nos camarades de l'ISO**



Les camarades de l'international socialist organisation (ISO) du Zimbabwe ont recouvré la liberté. Arrêtés pour avoir organisé une réunion d'information sur les révolutions arabes, ils étaient accusés par le régime Mugabe de trahison, délit passible de la peine de mort !

Les conditions de détention inhumaines de nos camarades faisaient craindre pour leur santé physique.

Si aujourd'hui ils sont libres, les charges pèsent toujours contre eux, aussi notre vigilance ne doit pas retomber et les messages de soutien et de solidarité sont toujours les bienvenus. Pour rappel, les deux sites :

<http://www.freethemnow.com/>

<http://solidaritywithzimbabwe.blogs...>

**Djibouti. Farce électorale et impasse politique**



Le sortant Guelleh aurait remporté 80,58% des suffrages lors des présidentielles du 8 avril, s'assurant ainsi un troisième mandat. Son opposant-alibi et unique rival, Mohamed Warsama Ragueh, ancien président du Tribunal constitutionnel, aurait obtenu 19,42% des votes. Le taux de participation se serait élevé à 69,68%... Résultats attendus.

Scrutin boycotté par l'opposition : depuis plusieurs mois, des manifestations populaires sans précédent dans l'histoire de Djibouti ont contesté les conditions non-transparentes de l'organisation de cette élection et les manipulations constitutionnelles pour permettre un troisième mandat à Guelleh. Réponse du pouvoir : interdiction de toute manifestation et répression brutale et criminelle.

Son durcissement et sa « réélection »-fuite en avant décrédibilisent encore plus Guelleh nationalement et à l'international. La construction d'une alternative sociale et démocratique est à l'ordre du jour pour les forces populaires et de progrès.

**Ouganda: le raz le bol dans la rue**

L'Ouganda connaît d'importante mobilisation populaire contre les augmentations des prix de la nourriture et du carburant.

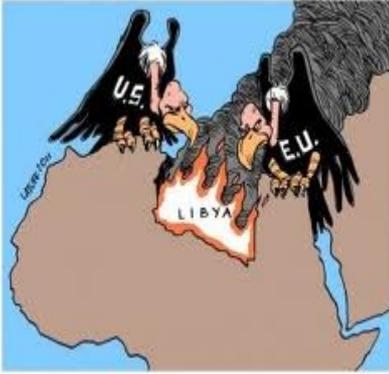
Les forces de répression ont tenté d'interdire les manifestations. L'opposition pour contourner cette interdiction a appelé les Ougandais à aller au travail à pied.

De nouveau la police est intervenue brutalement tirant à balle réelles et blessant notamment le principal dirigeant de l'opposition dans le pays, l'ancien médecin colonel des forces ougandaises Kissa Besigye.

D'autres dirigeants de l'opposition comme le nouveau maire de la capitale Kampala sont arrêtés puis relâché un peu plus tard, pour de nouveau être arrêtés. La répression ne cesse de s'intensifier, provoquant des dizaines de blessés et deux morts.

## Libye – Cacophonie chez les rebelles

C'est de plus en plus étroitement que la direction de la rébellion libyenne, le Conseil national de la transition (CNT) basé à Benghazi, se laisse associer à la politique des principales puissances impérialistes. Jeudi 05 mai 2011, le « Groupe de contact » - associant les pays qui participent à l'intervention militaire en cours en Libye – réuni à Rome a décidé de créer un « fonds spécial ». Ceci pour financer la rébellion libyenne.



On va, ainsi, de compromis en compromissions. Tout d'abord, dans un premier temps allant de la mi-février à début mars 2011, la rébellion libyenne avait rejeté toute forme d'intervention étrangère. « *No foreign intervention : Libyan people can manage it alone* » (« Pas d'intervention militaire, le peuple libyen peut y arriver tout seul », à renverser

Kadhafi), pouvait-on lire sur une gigantesque banderole, publiquement déroulé sur un immeuble à Benghazi, le 1<sup>er</sup> mars dernier. Puis, la position officielle de la rébellion était : soutien aérien par des puissances extérieures – oui ; intervention de troupes au sol – non. Cela aussi est désormais dépassé, depuis un bon moment. Depuis que les rebelles sont encerclés à Misrata, la troisième ville de Libye où la situation des enfermés est réellement dramatique, certains de leurs leaders n'arrêtent pas de demander : « Que fait l'OTAN ? » ; et demandent l'envoi de troupes au sol.

Cette inflexion de leurs positions reflète d'abord une difficulté objective : la rébellion n'arrive pas à venir à bout, militairement, du régime libyen de Mouammar al-Kadhafi. A cela, il existe une explication objective et matérielle. Le terrain, en Libye, n'est pas propice à la conduite d'une lutte de guérilla, pour des raisons

purement géographiques. Au Sahara, qui couvre une majeure partie du territoire du pays, des groupes de guérilla ne peuvent trouver des caches, il n'existe ni villages ni sous-bois. Aucune protection n'existe contre les conditions climatiques extrêmes. Cette réalité géographique favorise une armée « classique », structurée et organisée sur le plan logistique, avec des lignes d'approvisionnement derrière le front. Elle défavorise toute rébellion encore désorganisée, et/ou toute entreprise de guérilla.

Il n'en reste pas moins que l'infléchissement politique de la ligne officielle des rebelles pose un énorme problème politique pour l'avenir de la Libye si elle arrive à se débarrasser de l'ancien régime, encore solidement en place dans la partie Ouest du pays. L'annonce, fin mars, de la rébellion qu'elle allait « respecter tous les accords conclus par le régime de Kadhafi » avec l'Europe (surtout l'Italie et la France) - non seulement en matière d'approvisionnement énergétique mais aussi d'internement de migrants jugés « indésirables » en Europe – est un très mauvais signe politique.

Certes, toute la rébellion libyenne ne se résume pas au CNT, un groupe de personnalités coopté (et non pas élu) qui s'est lui-même érigé en porte-parole des rebelles. Après 42 ans de dictature de Kadhafi, les forces politiques sont quasiment inexistantes en Libye, des forces sociales structurées ou des syndicats encore plus. Politiquement, toute opposition doit se chercher encore. En tant que telle, la rébellion contre ce pouvoir est plus que légitime. Mais dans l'absence de toute structuration d'une opposition politique ou sociale, ce sont parfois des anciens piliers du régime de Kadhafi eux-mêmes qui se sont reconvertis en « chefs rebelles ». Le CNT est ainsi dirigé par Mustapha Abdeljalal, l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi, et le bras militaire des rebelles par Abdel Fattah Younis, qui fut son ministre de l'Intérieur. Bien que leur passage aux rebelles reflète la crise du régime de Kadhafi, pour l'avenir du pays, la Libye mérite certainement mieux...

Bertold du Ryon

## Au Burkina Faso, le peuple a cessé d'avoir peur

Le Burkina-Faso est plus qu'en effervescence depuis février sans que les grands tambours occidentaux que sont les grands canaux de la désinformation mondiale n'en soufflent grand mot : ceux-ci, on le sait, savent se taire ou mentir sur les causes réelles et les vrais acteurs de contestations populaires que l'on cherche à désarmer par ailleurs. En ce « Pays des hommes intègres », particulièrement, les mécontentements se sont accumulés au fil des ans jusqu'à ce que, événement déclencheur, le 20 février à Koudougou dans le Centre-Ouest, le décès dans les locaux de la police d'un jeune manifestant, l'élève Justin Zongo, a mis le feu aux poudres. Depuis, dans cette troisième ville du pays, la jeunesse est dans un état de révolte électrique : confrontée à la violence de la répression policière qui a fait de nombreux tués par balles dans ses rangs, elle a saccagé et mis le feu au siège du gouvernement de la province. Sur place, les autorités locales s'employaient à calmer l'inacceptable, par des mensonges (la mort de Justin Zongo causée par une « méningite » !) et des omissions de responsabilités quant aux brutalités du régime Compaoré. Le bilan s'est alourdi : d'autres morts, en plus d'au moins une centaine de blessés dont certains dans un état grave. La révolte a vite fait tache d'huile. Elle s'est étendue à Ouagadougou, la capitale, puis à d'autres villes comme Poa, Ouahigouya etc.

Blaise dégage !



Au-delà de tels symptômes éruptifs, la raison profonde de cette contestation de la jeunesse est évidente : depuis 1987, année du putsch de Compaoré, de l'assassinat de Thomas Sankara et de l'inversion réactionnaire du processus révolutionnaire décapité à gauche de la façon la plus sanglante et crapuleuse, le régime usé jusqu'à l'os par l'incurie, la corruption et toute une série de brutalités sans nom, de morts d'opposants non élucidées etc. se

maintient malgré tout, grâce à la politique du bâton et de la carotte. Sa caporalisation de l'état à son profit confirmait la vraie nature de ce régime qui affame la population et réprime sa jeunesse, s'est fait réélire depuis 1991 quatre fois à la soviétique lors de scrutins contestés par ses opposants : 24 ans d'un régime de tyrannie redoutablement efficace et missionné à défendre les intérêts stratégiques néocoloniaux français en Afrique de l'Ouest jusqu'à l'obsolescence de son pouvoir.

Dans ce contexte, les frustrations de la jeunesse et le délitement social généralisé se sont dangereusement cristallisés en confrontations coordonnées aux symboles du régime : ainsi, la mutinerie de la garde présidentielle le 14 avril puis, dans la foulée, d'autres camps militaires à Kaya, Pô, Tekodogo etc. a impliqué une riposte tout aussi violente des commerçants furieux de leur pillage par les soldats mutins : enfin les manifestants de divers secteurs coalisés se sont retrouvés à incendier le siège du parti au pouvoir – le CDP ou Congrès pour la démocratie et le progrès – et le gouvernorat et la mairie de Ouagadougou etc. En réponse, Compaoré instaure un couvre-feu sur la capitale, se replie sur sa ville natale, dissout le gouvernement et limoge des chefs de l'armée. Le 27 avril, les policiers se mutinent à leur tour et jusqu'à maintenant les scolaires, étudiants et l'ensemble de la jeunesse amplifient leur mouvement.

Ces mobilisations avancent chacune des revendications très différentes : les scolaires et étudiants manifestent contre les

violences policières après la mort de plusieurs d'entre eux, les syndicats s'activent contre la vie chère, les soldats de la garde présidentielle ont réclamé leur indemnité de logement. L'actuel mouvement social burkinabè rassemble en fait la quasi-totalité des couches de la population : jeunes, élèves et étudiants, personnels de santé, magistrats, producteurs de coton, commerçants, militaires et maintenant policiers etc. contre la vie chère, l'impunité, la corruption et l'affairisme clanique prédateur que Compaoré a institué en système, contre le chômage et la précarité de masse. L'intensification de la répression et la fermeture des écoles ou des universités sont une provocation face à une jeunesse et à une population aspirant à l'accès aux soins de santé, à l'alimentation et à l'eau potable, à un système éducatif et scolaire viable, à l'habitat décent et aux services publics de qualité etc.

Excellente nouvelle encore : l'opposition politique, depuis février, semble réussir à être en vraie phase avec le mouvement social actuel et cela s'est confirmé le 30 avril dernier à la grande manifestation qu'elle a appelée à Ouagadougou « pour le départ de Blaise Compaoré »... Blaise Compaoré qui est visiblement LE problème du Burkina... Mais, après ces trois mois d'effervescence, il est clair que, au moins, les Burkinabè n'ont plus peur ! La lutte continue !

Pierre Sidy

## Nigeria – Élections sur fond de tension sociale

Le 18 avril, Jonathan Goodluck a été déclaré vainqueur des élections présidentielles dès le premier tour avec 22 millions de voix contre 12 millions pour son challenger et, en remportant plus d'1/4 des voix dans 2/3 des 36 Etats qui constituent le Nigéria.

Les observateurs, notamment ceux dépêchés par l'Union Africaine, considèrent le vote comme sincère, jugement qui est loin d'être partagé par l'opposition ; ainsi Muhammadu Bihari, arrivé second, dénonce des vols de nuit d'avions remplis de bulletins et met en avant l'existence d'Etats où les résultats pour Goodluck dépassent les 95 %. Dès l'annonce du résultat des émeutes ont éclaté dans le Nord du pays, notamment à Jos provoquant la fuite de milliers d'habitants.

Depuis 1999, le parti démocratique du peuple, le PDP se révèle être une formidable machine électorale et, même s'il a été affaibli par des primaires en son sein, il a réussi son pari de gagner dès le premier tour face à une opposition divisée, mais surtout qui est issue du même sérail que les dirigeants du PDP. En effet, Bihari a déjà été au pouvoir, à la tête d'une dictature pendant deux ans et rien n'a jamais été entrepris pour les populations.

Pourtant le pays, comme beaucoup de pays africains, est riche et même très riche, il est le premier exportateur de pétrole du continent. C'est aussi un pays profondément divisé entre le Nord, musulman, et le Sud, chrétien et si la religion joue un rôle dans cette division, d'autres facteurs doivent être pris en compte ; l'histoire coloniale du pays où l'occupant britannique a soigneusement entretenu l'opposition entre les deux parties du pays et surtout la situation économique du Nord qui reste moins développée et beaucoup plus pauvre que le Sud.

Le trait commun cependant reste que l'immense majorité des 150 millions de Nigériens vivent dans des conditions sociales indignes au vu de la richesse de ce pays.

L'élite dirigeante dilapide des sommes provenant de l'exportation du pétrole. En 2007, les comptes de l'Excess crude account (ECA) sur lesquels sont placés les revenus pétroliers, s'élevaient à 20 milliards de dollars ; aujourd'hui, il ne resterait plus que 500 millions de dollars, le reste étant distribué aux différents gouverneurs des Etats afin d'acheter leur soutien au

gouvernement fédéral.

Manifestations au Nigeria

Cette corruption se rencontre partout, le Nigéria comparé à l'Afrique du Sud est 27 fois moins développé en ce qui concerne la distribution de l'électricité, ce qui permet ainsi au PDG de Zenon oil, principal fournisseur de diesel pour les générateurs électriques, d'amasser des fortunes considérables. Il est l'un des principaux soutiens de Goodluck et fait pression pour ralentir au maximum le déploiement de l'électricité à travers le pays.



Ces élections font apparaître les grandes difficultés à faire émerger une candidature se réclamant des travailleurs et de la jeunesse. A l'image du système britannique, les syndicats ouvriers sont partie prenante de la constitution du parti travailliste, mais ce dernier a refusé de se présenter au prétexte que ces élections lui reviendraient trop cher ; c'est surtout une manière, pour les bureaucrates syndicaux, de monnayer auprès des différents partis de la bourgeoisie leur soutien lors des différentes élections.

Même faible, l'existence de plusieurs organisations de la gauche révolutionnaire est un point d'appui pour construire une réelle alternative à la politique de pillage organisée par la bourgeoisie nigérienne au plus grand profit des multinationales occidentales.

Paul Martial

## Sénégal : Le scandale des sociétés de Télé conseil

Société de services du secteur des NTIC, PCCI (Premium Contact International Center de Dakar) a été créée en 2002 par des promoteurs français et sénégalais. Le capital de PCCI, détenu à 100% par les fondateurs, se répartit ainsi : PCCI France 650000 €, PCCI Sénégal 1 525 000 €, PCCI UK 150 000 €.



Premier employeur privé du Sénégal, le groupe est chouchouté par l'Etat sénégalais qui voit en cette entreprise un acteur privilégié pour la réduction du chômage des jeunes. D'ailleurs, les jeunes téléacteurs sont diplômés pour la plupart BAC+2 Marketing ou Commerce mais beaucoup ont un niveau maîtrise... Ils doivent par ailleurs avoir une diction parfaite, « *sans accent sénégalais* » comme le disait en 2003 un ancien directeur des ressources humaines du groupe. Aujourd'hui, de grands groupes français (France Télécom, SFR, Neuf Telecom, Canal Horizon, Orange Côte d'Ivoire) ont confié ou confie régulièrement la gestion de leur relation client à PCCI. Les clients français ne se rendent pas compte qu'en appelant le service relation clientèle de leur opérateur, c'est un (e) jeune sénégalais (e) qui répond au bout du fil car PCCI utilise une technologie très récente, la "voix sur I.P" permettant de faire techniser via le Net les conversations téléphoniques. La voix est compressée en données numériques qui transitent par paquets sur Internet et décompressée à l'arrivée. Grâce au câble sous-marin Atlantis 2 qui irrigue les côtes du Sénégal, l'acheminement des données ne dure pas plus de 80 millisecondes, ce qui permet d'avoir une qualité d'écoute excellente, exactement comme en France. Mais le véritable avantage de PCCI sur ses concurrents français, c'est bien la main d'œuvre qui représente parfois jusqu'à 70% des charges d'un centre d'appel. Ainsi, le coût réel d'un téléacteur sénégalais est de quatre fois moindre que celui d'un téléacteur français. Avec un salaire d'environ 280 € (180 000 F CFA), le téléacteur sénégalais semble pourtant privilégié dans ce pays où le taux de chômage des jeunes diplômés atteint les 16% voire plus. Mais derrière la façade, PCCI qui bénéficie pourtant de contrats subventionnés jusqu'à 60% par l'Etat sénégalais à travers la Convention Etat Employeurs, privilégie dans son mode de fonctionnement l'exploitation de ses employés. En effet, le rythme imposé aux téléacteurs est tout simplement scandaleux (6 h de production au téléphone avec seulement 15 mn de pause), favoritisme, suppression des primes de productivité et d'assiduité à la moindre occasion, retard au versement des salaires (parfois jusqu'à 15



jours de retard), non versement (d'après certains employés) à la caisse de retraite et de sécurité sociale des 5,6 % ponctionnés pourtant sur le salaire des employés, reconduction de CDD sans limites (on arrête le contrat au bout d'un moment et on reprend

l'employé plus tard).

Avec une base de candidature de plus de 8000 CV, PCCI a pourtant de beaux jours devant lui car les jeunes sénégalais tout juste sortis de formation sont souvent prêts à tout pour trouver un emploi et ne se posent pas beaucoup de questions sur les conditions de travail. Les employés recrutés en 2005 (dont certains ont des CDI) aimeraient bien partir ailleurs mais pas pour avoir des conditions pires. Alors, souvent coincés au PCCI, ils se résignent en attendant des jours meilleurs. C'est donc aux entreprises françaises qui confient leurs prestations à PCCI d'imposer à cette entreprise l'éthique qu'elles appliquent en France. Sinon, elles contribueront à la délocalisation des contraintes de gestion de la relation client vers d'autres lieux (Sénégal, Maroc, Tunisie...) où, sous prétexte de contribuer à la création d'emplois, les entreprises de Call Center exploitent une population vulnérable et docile à cause du manque d'emplois.

Moulzo

C'est lors du dernier Forum Social Mondial de Dakar où le GTA (Groupe de Travail Afriques du NPA) était bien représenté que l'auteur de cet article a rencontré des employés (e) s de cette entreprise tout à fait par hasard. Lors de la discussion, ils lui ont parlé des conditions de travail dans cette entreprise, de leurs inquiétudes aussi. Ils attendaient d'ailleurs leur salaire depuis deux semaines et n'avaient aucun moyen de faire valoir leurs droits sans risquer d'être sur la liste rouge. A notre retour en France et après quelques échanges téléphoniques avec l'une des employés (e) s, l'auteur a pu en savoir plus et rédiger cet article pour tous ceux et celles qui subissent la délocalisation des contraintes des sociétés occidentales vers les pays en développement.

**Vers une multinationale des luttes!**

## Le mirage de l'homme providentiel

Colonialisme, guerre froide, politique d'ajustement structurel, le capitalisme continue sa course effrénée de recherche du profit. Avec la mondialisation, le pillage est accentué, l'idée de développement abandonnée au profit des accords de partenariat économique qui instaurent la libéralisation totale des échanges économiques entre les pays riches et les pays dominés. La conséquence prévisible en est la destruction du tissu industriel des pays africains, bien trop faible pour résister à la concurrence du Nord. La mondialisation réinstaura une politique de comptoir colonial, avec le processus d'accaparement des terres arables, particulièrement en Afrique qui vient en regard de la montée continue des prix alimentaires.



En parallèle, l'hypocrisie des dirigeants des pays riches reste au rendez-vous. On ne compte plus le nombre de réunions internationales, aussi coûteuses qu'inutiles, prétendument pour éradiquer la pauvreté, réduire les maladies, aider au développement.

Mais l'humanitaire, c'est d'abord le droit d'ingérence, véritable axiome de la géométrie variable en politique, qui permet de bombarder des pays africains comme la Somalie, le Tchad, la Côte d'Ivoire ou la Libye. L'argent c'est pour le kaki pas pour les blouses blanches.

### L'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ami

Ce mépris, mais aussi l'absence de perspective à court terme, poussent de plus en plus les populations à trouver des solutions : l'intégrisme religieux pour certains qui n'offre, en attendant une place au soleil dans l'au-delà, que l'oppression des plus faibles dans la société, c'est-à-dire les femmes, les homosexuels ou le massacre des mécréants d'en face. Beaucoup d'organisations progressistes peinent à construire des alternatives et se jettent imprudemment dans les bras de certains dirigeants, pour peu qu'ils soient un peu différents de leurs prédécesseurs.

Ainsi lors de l'appel à la manifestation contre la Françafrique du 28 septembre 2010 on pouvait lire :

*« Prenant également note des encouragements de Barack Obama au mois d'août 2010 demandant aux Africains, particulièrement la jeunesse africaine, de prendre ses responsabilités devant l'histoire pour la liberté, la démocratie et le progrès, les Africains que nous sommes avons décidé de ne plus subir la Françafrique. »<sup>1</sup>*

Déjà à l'époque de ce texte, l'administration Obama continuait la guerre en Somalie, soutenait les régimes répressifs et corrompus, comme ceux de Museveni en Ouganda ou Zenawi en Ethiopie. La connivence de Sarkozy et d'Obama en Côte d'Ivoire et en Libye

donne un goût amer à cet « encouragement ».

Les mêmes voient en Laurent Gbagbo le héros de la résistance africaine contre l'impérialisme ; or s'il est vrai que, dans un passé lointain, Laurent Gbagbo a été un opposant courageux et a contribué à instaurer le multipartisme en Côte d'Ivoire, il n'en reste pas moins vrai que lors de cette dernière décennie, il s'est comporté comme n'importe quel tyran. En quoi serait-il un exemple à suivre pour les peuples africains, lui qui prône une politique xénophobe d'ivoirité, qui a transformé la FESCI, le syndicat étudiant, en véritable milice qui rackette les étudiants et organise des chasses à l'homme contre les militants communistes dans les campus ? Serions-nous dans le même camp qu'un homme qui a organisé les escadrons de la mort, qui a fait appel à l'armée française pour qu'elle intervienne contre les rebelles du Nord et qui a signé, de gré à gré, tous les contrats juteux aux entreprises françaises ?

Tout comme Kadhafi ne peut être un modèle ou même un allié. Il a accepté sans sourciller, contre espèces sonnantes et trébuchantes, de faire de la Libye un immense camp de rétention pour les Africains qui tenteraient d'immigrer vers le Vieux Continent. Il a installé, avec le Soudan et la France, Idriss Deby, ancien chef d'état major d'Habré, qui accueille une base de l'armée française, utilisée pour renforcer la Licorne dans sa bataille contre Gbagbo. Kadhafi est-il digne d'être soutenu, lui qui n'a pas hésité à faire exécuter 1600 prisonniers pour mater une mutinerie ?

C'est se fourvoyer que penser qu'à chaque fois qu'un chef d'Etat est en bisbille avec l'impérialisme, il serait du côté du peuple et serait un combattant anti-impérialiste. Ne tombons pas dans la démagogie, nous savons tous que lorsque des dictateurs se retrouvent en mauvaise posture, ils utilisent la rhétorique anticolonialiste, comme le montre le thuriféraire de Paul Biya contre le CCFD dans l'affaire des « biens mal acquis ».

*« Derrière le moralisme sirupeux et donneur de leçons de ses prises de position sur les grands sujets de politique, d'économie et relation internationales se dissimule un paternalisme désuet, et un misérabilisme qui semble être son véritable fond de commerce. Le CCFD croit sans doute comme l'écrivait Rudyard Kipling, que l'homme blanc a pour fardeau de civiliser le monde et de diffuser l'occidentalisme comme norme de valeurs sur la planète. »<sup>2</sup>*

### Renouer avec le passé pour créer du nouveau

Pour notre part nous ne croyons pas à l'homme, ou à la femme, providentiel(le). La libération de l'Afrique viendra du peuple lui-même. Les Tunisiens, les Egyptiens n'ont pas eu besoin de dirigeants, de leaders, de guides pour se débarrasser eux-mêmes de leur dictateur. C'est le travail patient, pugnace des simples militant(e)s et l'auto organisation des populations qui ont permis ce « printemps arabe ».

Si, sans réserve, nous condamnons avec constance et la plus grande fermeté les interventions militaires et le pillage des entreprises françaises en Afrique, nous ne soutenons pas pour autant les Gbagbo et les Kadhafi qui en ont été complices. Le soutien, voire même de l'indulgence, reviendrait à légitimer l'oppression et l'exploitation de leur peuple. Cela briserait la force du panafricanisme qui repose sur l'unicité de la lutte sur le continent. L'idée que la lutte de chaque peuple africain est la lutte de tous les peuples africains.

Paul Martial

1. <http://www.afromanif.blogspot.com/>

2. *Afrique Expansion magazine*, n°377, octobre-novembre 2009

Mais – telle est la logique paradoxale du secret d'Etat – tant d'agitation finit par éveiller le soupçon. Cet incessant bavardage finit par faire entendre le murmure, tenace d'être tenu, d'une vérité qui croît.

Joëlle Gomez

## Rwanda : taire l'infamie

A chaque anniversaire, le regard scrute l'horizon : toujours rien. Toujours pas d'enquête officielle sur l'implication de l'Etat français dans la catastrophe rwandaise. Rien, pas tout à fait. Car, depuis longtemps, « la tuerie [s'est] transform[ée] en guerre des discours »<sup>1</sup>. Contemporaine du crime, la propagande négationniste lui survit. Poursuivant « l'anéantissement des victimes »<sup>1</sup> par d'autres moyens, ses adeptes ne désarment pas.

Chaque année voit ainsi paraître son lot de protestations scandalisées par les allégations de « blancs menteurs ». Quand ce ne sont pas les tueurs eux-mêmes qui s'y collent<sup>2</sup>, c'est un journaliste, infatigable adepte de la « logique du chaudron »<sup>3</sup>, un écrivain, une universitaire (évaluant gravement l'impact de la pression démographique sur la terre dans le déclenchement du génocide)...



Mais, depuis 2010, les militaires eux-mêmes prennent la plume. Après le responsable de Turquoise, le général Jean-Claude Lafourcade<sup>4</sup>, c'est au tour de l'un de ses subordonnés, le colonel Didier Tauzin<sup>5</sup>, commandant du 1<sup>er</sup> RPIMA (régiment d'infanterie de marine), promu général depuis lors, de défendre l'honneur de l'armée. Ce dernier terme laissera sans voix ceux qui croient savoir ce que les mots veulent dire.

Cela a dû paraître insuffisant néanmoins, car, impavides, neuf officiers ont, le 11 février, porté plainte en diffamation contre l'éditeur Michel Sitbon, directeur de la revue *la Nuit rwandaise* et de son site, et contre Bruno Goûteux, administrateur du site. Figurant sur la liste des vingt responsables militaires mis en cause dans le rapport Mucyo, leurs noms avaient été également repris, le 5 août 2008, dans le communiqué du gouvernement rwandais où ils côtoyaient celui de treize responsables politiques français. C'est pour avoir à leur tour diffusé le dit communiqué que M. Sitbon et B. Goûteux sont poursuivis.

Ce barouf indécent, s'il se nourrit de l'effet de suffocation et d'hébètement produit par le crime lui-même, ne prospère que sur notre ignorance et notre paresse à comprendre. Il serait impossible sans l'amnésie générale des crimes coloniaux et l'impunité assurée depuis toujours à leurs auteurs.

1. Coquio Catherine, *Commémorer, lutter contre le négationnisme et la banalisation du génocide des Tutsis*, 7 avril 2009, [http://aircrigeweb.free.fr/ressources/rwanda/Rwanda\\_coquio\\_onu\\_2009.html](http://aircrigeweb.free.fr/ressources/rwanda/Rwanda_coquio_onu_2009.html)

2. Ferdinand Nahimana, fondateur de la RTLM (radio télévision des Mille Collines) et Edouard Karemera, ministre du gouvernement intérimaire sont auteurs, respectivement, de *Rwanda. Les virages ratés* et du *Drame rwandais* l'un et l'autre édités aux mystérieuses « Sources du Nil ».

3. Contée par Freud pour illustrer le mot d'esprit, l'histoire oppose deux voisins dont l'un a emprunté un chaudron à l'autre avant de le lui rendre... troué. Devant les protestations du second, le premier fait valoir que le chaudron était déjà troué (1) ; qu'il n'a jamais emprunté de chaudron (2) ; qu'il n'y a pas de trou (3).

4. *Opération Turquoise. Rwanda 1994*, Perrin, 2010

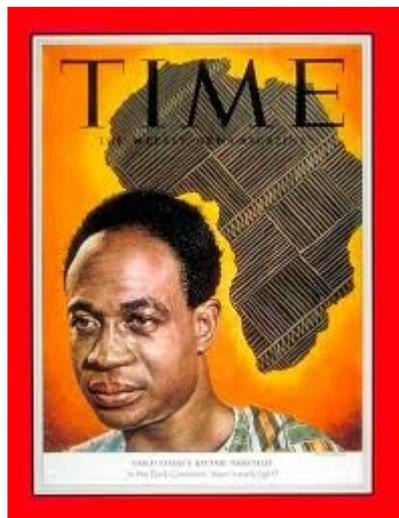
5. *Je demande justice pour la France et ses soldats*, Eds Jacob-Duvernay, 2011



Le GTA organise le samedi 4 juin une conférence sur le Rwanda avec Jacques MOREL sur son livre « *La France au coeur du génocide des Tutsi* ». Venez nombreux. Vous pouvez vous renseigner sur la conférence en envoyant un mail à [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr)

# Le panafricanisme de Kwamé NKRUMAH

« Le nationalisme africain ne se limite pas seulement à la Côte d'Or, aujourd'hui le Ghana. Dès maintenant il doit être un nationalisme panafricain et il faut que l'idéologie d'une conscience politique parmi les Africains, ainsi que leur émancipation, se répandent partout dans le continent », déclare dès 1960 celui qui fut le père de l'indépendance du Ghana (ex-Gold Coast) en 1957.



Fils unique d'une mère commerçante et d'un père chercheur d'or, Kwamé Nkrumah est né en 1909 à Nkroful, un village du sud-ouest de la colonie britannique de la Côte d'Or. En 1935, il quitte son pays pour aller étudier l'économie et la sociologie à l'université Lincoln en Pennsylvanie. Là, il découvre les écrits des auteurs noirs Marcus Garvey et W.E.B Du Bois qui alimenteront sa future

idéologie. En 1943, il écrit son premier pamphlet anti-colonial *Towards colonial freedom*, dans lequel il dénonce l'asservissement de l'Afrique. La poursuite de ses études de droit le mène en 1945 à Londres où il ne tarda pas à rejoindre le syndicat des étudiants d'Afrique de l'Ouest et organise la 5<sup>e</sup> conférence panafricaine de Manchester. Il y rencontre Jomo Kenyatta, futur président du Kenya. Ses textes enflammés, publiés dans le journal *Le Nouvel Africain* promettent l'unité africaine et font parler de lui : le nom de Nkrumah est désormais synonyme de radicalisme pour l'administration coloniale en Gold Coast.

Dès son retour au pays natal en 1947, Nkrumah prend la tête du nouveau parti pour l'Indépendance l'United Gold Coast Convention, et mène des actions dans tout le pays. Son emprisonnement en 1948 pour agitation politique, lors d'une manifestation contre le gouvernement, lui confère un statut de martyr politique, un statut qu'il cultive d'ailleurs. La pression est grande sur l'administration coloniale qui est obligée de faire des concessions. En 1952, Nkrumah devient le premier ministre de la Côte d'Or et son nouveau parti, le CPP (Convention People's party) gagne toutes les élections organisées par les Britanniques pour tester les préférences politiques du peuple. Le 6 mars 1957, la Côte d'Or devient indépendante et se rebaptise immédiatement Ghana en hommage à l'ancien empire du Ghana.

## « Nkrumaïsme »

A la tête du premier Etat indépendant d'Afrique après le Soudan en 1956, Nkrumah en devient le président en 1960. Il œuvre activement pour la libération des pays encore soumis à la domination coloniale (c'est ainsi qu'il apporta

25 millions de dollars de soutien à la Guinée de Sékou Touré suite à la déclaration de son indépendance en 1958) et tente de réer un embryon d'industrie en créant des

usines de transformation partout dans le pays. La même année, la réunion des chefs d'Etat africains se tient à Accra sous l'égide du ghanéen qui affirme la nécessité pour l'Afrique « de développer sa propre communauté et sa personnalité », et son non-alignement aux deux blocs. Il y influencera de jeunes militants africains comme Patrice Lumumba qui voit en cette rencontre sa véritable prise de conscience de la grande force d'une Afrique unie.

La politique extérieure de Nkrumah est toute entière dédiée à la construction de l'unité africaine qu'il pense comme une fusion organique d'Etats Indépendants et non comme leur simple coopération. Il joint l'idéologie à l'acte en tentant une Union des Etats Africains en mai 1961 avec la Guinée de Sékou Touré et le Mali de Modibo Keita, tous deux en conflit ouvert avec l'ancien colonisateur français. En 1963, Nkrumah sera ainsi l'un des pères fondateurs de l'Organisation de l'Union Africaine qui, toutefois, délaissera vite les idées trop radicales du Ghanéen. En 1964, Nkrumah entend promouvoir sa doctrine, le « consciencisme » (une sorte de matérialisme édulcoré (c'est-à-dire pas nécessairement athée et inspiré du marxisme) qui fera, selon lui, émerger l'Afrique postcoloniale. Empreinte d'un marxisme non orthodoxe associé au concept traditionnel africain de collectivisme, le consciencisme, aujourd'hui rebaptisé « nkrumaïsme » vise en premier lieu « la résurrection des valeurs humanitaires et égalitaires de l'Afrique traditionnelle dans un environnement moderne ».

Mais en se tournant de plus en plus vers le communisme, il devint très vite l'ennemi à abattre pour les pays occidentaux qui voient en lui le fer de lance d'une future « communisation » de l'Afrique. Après avoir échappé à deux tentatives d'assassinat, Nkrumah devenu paranoïaque se radicalise, réprimant dans le sang les manifestations, enfermant les opposants et se déclarant « président à vie ». Son parcours n'est pas sans rappeler celui de son ami Sékou Touré qui l'accueillera d'ailleurs en Guinée après le coup d'Etat militaire dont il est victime en février 1966. Il meurt quelques années plus tard d'un cancer à Bucarest (Roumanie) en 1972.



Passé du mythe à la décadence, Kwamé Nkrumah n'en reste pas moins un des plus grands penseurs de l'unité africaine. Sa pensée renaît parmi les jeunes générations africaines et influence tous ceux qui croient fermement que l'Afrique doit se tourner vers ses propres valeurs et se libérer du complexe occidental pour être libre et forte.

Moulzo

## Madagascar 47 à Nanterre. Histoire, mémoire et vérité

Une initiative plus que louable a été organisée à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense du 10 mars au 5 avril autour de la question de l'insurrection anticolonialiste malgache de 1947. Elle était intitulée **Madagascar 1947. Histoire(s) et mémoire(s) coloniales** et articulait exposition, rencontres-débats, projections et lectures.

L'exposition 47, **Portraits d'insurgés** associait images et textes de deux créateurs malgaches. Exposition pensée et écrite par Raharimanana et nourrie de 32 photographies de Pierrot Men<sup>1</sup>.

« Une sonorité pour commencer : quarante-sept.  
Une graphie pour continuer 47.  
Des syllabes qui claquent sur la noirceur  
et deux chiffres, 4, 7, indissociables,  
détachés du temps, figeant l'histoire,  
ramassant la mémoire,  
troublant le cours des choses  
et bousculant la compréhension du monde  
Reprendre mémoire »  
(Raharimanana)



Le photographe Pierrot Men fait ressurgir les regards oubliés ; l'écrivain Raharimanana redit les voix qui se sont perdues. « De simples femmes, de simples hommes, entre 82 et 99 ans, précisent les deux complices. Témoins ou insurgés. Leurs portraits sont ici nos guides, résolument vivants, survivants, d'un passé gommé des esprits. Leurs témoignages, à la mémoire intacte, les accompagnent. Ils nous rappellent la nécessité de dire l'histoire, pour comprendre les maux et rêves d'aujourd'hui. » Présentée dans le cadre de l'événement « Création et mémoire » du conseil régional d'Ile-de-France au festival d'Avignon 2009, l'exposition est arrivée cette année en région parisienne grâce à aux activités de l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

Où il est donc d'abord question de l'insurrection de 1947, de son histoire et de sa mémoire

### L'insurrection anticolonialiste de Madagascar de mars 1947 et la guerre de libération nationale : une histoire en débat

L'insurrection de Madagascar de mars 1947 reste sujette à la fois à des exagérations et à des dénis. Les chiffres avancés de la répression colonialiste varient, selon les auteurs, de 10000 à 100 000 mais le général Gabay, commandant supérieur des troupes françaises a reconnu 89 000 victimes malgaches directes et indirectes. Cet épisode de l'histoire malgache qu'a été 47 a été occulté par les uns (en tout cas, largement en France) et revendiqué par les autres. Cette révolte-insurrection était inhérente aux structures même du système colonial : déficit

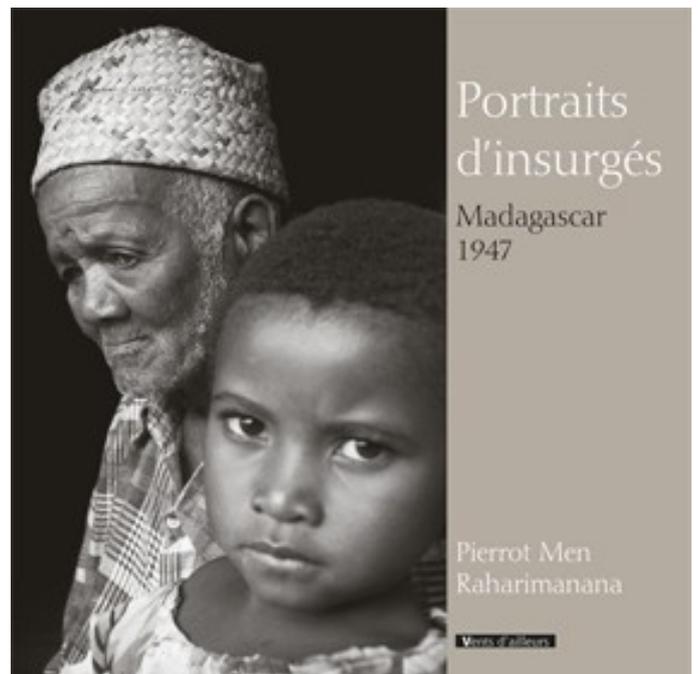
vivrier, travail forcé, code de l'indigénat, racisme entre autres.

À partir d'octobre 1945, c'est-à-dire sept ans après le sabotage par le Kominterm (en toute hypothèse, pour gauchisme,) de l'éphémère PCRM-SFIC (parti communiste de la région de Madagascar-section française de l'Internationale communiste) et dans un contexte de crise sociale importante, les nationalistes gagnent des sièges de députés et en février 1946 est fondé le MDRM (mouvement démocratique de la rénovation malgache) qui va réussir à couvrir toute l'île en quelques mois, ce qui va ouvrir la voie à un grand mouvement de désobéissance civile pour l'indépendance et une réappropriation des terres. Le pouvoir colonial arrête alors nombre de cadres du MDRM qui est, lui-même, débordé par l'entrisme des activistes radicaux de la JINA (jeunesse nationaliste).

Le 29 mars 1947 l'insurrection anticolonialiste débute par des attaques de concessions, ainsi que de camps militaires et deux villes côtières du Sud-Est. La révolte s'étend alors, mais reste cantonnée dans la zone forestière orientale.

Le 12 avril, les députés sont arrêtés malgré leur immunité parlementaire. Le 10 mai, le MDRM est dissout. Très vite, la répression fait de nombreuses victimes et verse dans des crimes de guerre : exécutions de sang froid, prisonniers mitraillés dans des wagons ou jetés d'avion, massacres de groupes de population. Les habitants sont contraints de fuir dans les forêts et donc d'abandonner champs et villages.

Un procès des parlementaires et d'un certain nombre de cadres du MDRM se tient de juillet à octobre 1948 à Tananarive : porte de sortie sans perdre la face pour la France coloniale car les condamnations à mort vont être commuées plus tard en peine à perpétuité puis en libérations. C'est seulement en novembre 1948 que le dernier bastion de l'insurrection, une de ces forêts dénommées Tsiazombazaha, autrement dit « qui est inaccessible aux Européens », tombe.



Le traumatisme impacté par 47 dans la population malgache perdure et se traite aujourd'hui par des expressions à travers les créations de nombreux artistes et l'écriture de maints écrivains pendant que les sciences sociales, et d'abord l'histoire, s'attellent

à retracer scientifiquement les réalités et processus.

C'est cette possibilité de l'intervention et de l'art et de l'histoire qui a été explorée : pour s'exclure l'une l'autre, s'ignorer ou pour se combiner, se compléter ? Trois tables rondes étaient tenues : histoire(s) et mémoire(s). Enseigner l'histoire coloniale en 2011. Madagascar 1947. Histoire occultée ? Histoire revendiquée ? Madagascar 1947. Entre histoire, mémoire et littérature.

L'art et la littérature ont pu contribuer à cette initiative avec deux films (*Gouttes d'encre sur l'île rouge*, portrait de l'écrivain Jean-Luc Raharimanana, un film de Vincent Wable et Randianina Ravoajanahary de 2003 et *Tabataba (Rumeur)* une fiction sur 47 de Raymond Rajaonarivelo de 1988, prix du Public de la ville de Cannes 1988, prix du Jury, Taormina 1988, prix de la Première Œuvre, Carthage 1988.) et une performance (*Par la nuit*, une lecture de Raharimanana, accompagné de Tao Ravao, musicien poly-instrumentiste de la compagnie Racines Croisées).

En fait, c'est le triptyque histoire-mémoire-vérité qui est au cœur de la démarche et l'œuvre de Raharimanana (sur l'esclavage, l'ethnicité, la Françafrique, le génocide au Rwanda, etc.) qui l'implique aussi sur 1947. Il avait déjà donné la parole aux insurgés dans *Nour*, 1947, un roman (Le Serpent à plumes, 2001), Madagascar 1947, un livre de photos (Éd. Vents d'ailleurs, 2007) et 47, un texte qui a été adapté, mis en scène et produit par Thierry Bédard (Compagnie Notoire) mais la pièce avait été censurée fin 2008 dans les centres culturels français d'Afrique australe et de l'océan Indien par la direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID, ministère français des Affaires étrangères) officiellement pour cause de « restrictions budgétaires ». Elle a pu être présentée dans plusieurs villes de France jusqu'en 2010. (Portfolio consultable à l'adresse <http://www.theatregerardphilipe.com/index.php/47-portraits-d-insurges>.)

« Le roman, dit Raharimanana, n'a pas suffi à explorer cette mémoire, l'essai n'a pas suffi, des photos redécouvertes sur l'insurrection réinterrogent, me ramènent paradoxalement à subjectiver davantage, une forme d'urgence qui pousse à écrire quand le Parlement français vote la loi sur l'aspect positif de la colonisation. Madagascar, 1947 ou assumer le JE pour un discours sur l'histoire, contester cette fameuse objectivité qui ferait de l'histoire une science exacte, écrire non pas comme un historien, écrire pour replonger l'homme au cœur de l'histoire, et ne pas seulement considérer les faits, rien que les faits, comme explicatifs de l'histoire, non, replonger l'homme noir au cœur du monde, pas cet homme en marge du progrès, en marge de la planète, au-delà des tropiques, au sud, dans un hémisphère de sida et de géhenne, non, être cet homme comme un autre, qui se relève, vivant, debout, toujours, un je doué de voix et de corps, toujours, contre le rétrécissement d'une vision du monde qui l'exclut. La forme théâtrale allait de soi, la proposition de Thierry Bédard ne pouvait qu'entériner cette démarche. »

Pour cette exposition alors ?

« Je ne viens pas sur les cendres du passé  
pour raviver les morsures du feu ou  
pour soulever les poussières indésirables,  
Je ne viens pas sur les traces ensevelies  
pour accuser le pas qui a foulé ou le temps  
qui a effacé,  
Je ne viens sur les pans du silence que  
pour un lambeau de mémoire et tisser  
à nouveau la parole qui relie,  
Je viens juste pour un peu de mots,  
et des parts de présent, et des rêves de futur... »

« Je suis allé à la rencontre de ces gens, de simples gens, avec

un enregistreur, explique de son côté Pierrot Men. *Je leur ai expliqué ma démarche. J'étais prêt à les écouter. Ils se sont sentis compris, aimés... Certains ne voulaient pas que je reparte. Il faut bien partir... »*, ajoute le photographe. « *Et tout simplement ils ont raconté, tout simplement ils m'ont offert leur visage, leur vrai visage [...] Montrer, témoigner, que ces gens existent et qu'on ne les oublie pas.* »



Dans *Portraits d'insurgés, Madagascar 1947*, Gisèle Rabesahala, fondatrice et présidente de l'association de défense des anciens rebelles, déclare à propos de ses protégés : « Quand ils vont disparaître, on va tout oublier, cela expliquera le silence. » Le silence et le bruit, voilà contre quoi se bat Raharimanana.

Un ouvrage publié en mars 2011 permet de retrouver les photographies et les textes de l'exposition : *47, portraits d'insurgés* de Pierrot Men et Raharimanana, Éd. Vents d'ailleurs.

À la demande d'enseignants, des visites guidées pour les classes de troisième et de lycée de Nanterre, voire pour des groupes d'étudiants, ont pu être organisées.

Pierre Sidy

Conception et production de l'exposition : Zérane Confluence artistique

Livres: **GALADIO** de **Didier DAENINCKX**, Éditions Gallimard

## **A LIRE: GALADIO** de **Didier DAENINCKX**,

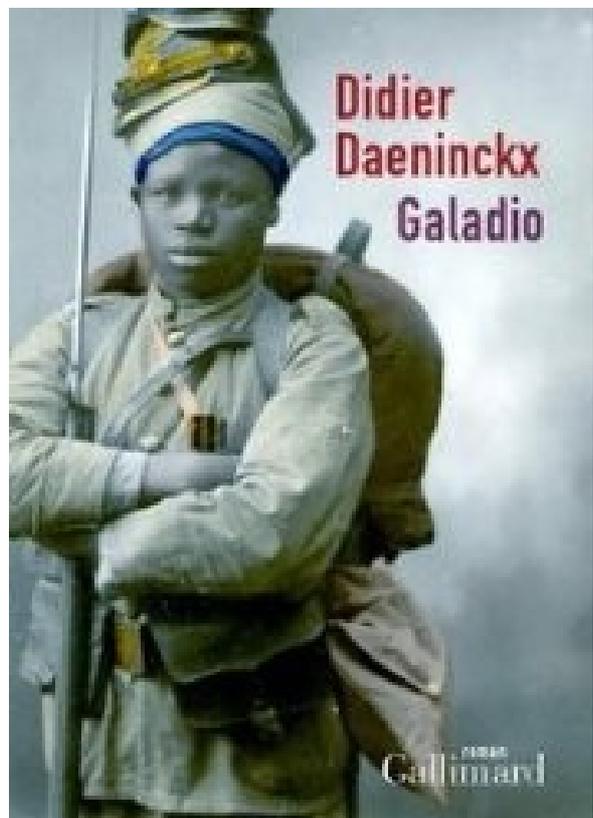
Par Mariam SERI-SIDIBE

**A**llemagne, années trente. Ulrich est un adolescent de Duisbourg comme les autres. À un détail près : sa peau est noire... Son père, un soldat africain, est venu en Allemagne avec les troupes françaises d'occupation chargées de veiller à l'application du traité de Versailles. Il est reparti en 1921, quelques mois avant la naissance de cet enfant, fruit d'un bref amour avec une jeune Allemande. Ils sont des centaines, comme Ulrich, à incarner ce qu'Hitler et les nationalistes ne cesseront de dénoncer, dans l'entre-deux-guerres, comme la « honte noire », symbole de l'avalissement délibéré du sang aryen par les occupants. Leur sort ne sera en général guère plus enviable que celui des Juifs.

Ulrich, pour sa part, va connaître un destin inattendu et mouvementé, et découvrir une autre facette de son identité : Galadio. Comme toujours, Didier Daeninckx se base sur une documentation très fouillée pour éclairer un aspect méconnu de l'histoire du vingtième siècle. Il révèle ici le sort terrible des Allemands métis dans un pays emporté par le délire nazi (en témoigne dans ce roman le récit de la sinistre « rafle des animaux » : toutes les bêtes possédées par des Juifs, et donc « perdues pour l'espèce » — chats, chiens, canaris, tortues de jardin —, sont ramassées pour être exterminées). Ou les amis, deviennent des ennemis à l'instar du brave Dieter qui se transformera en la pire des racailles nazies. De Duisbourg, où les jeunes défient les autorités en écoutant du jazz et en suçant langoureusement les gateaux-friandises en forme de croix gammées, aux studios de cinéma de Babelsberg (ou il sera figurant « nègre sauvage ») jusqu'aux rivages du Sénégal où se déroulent les premiers combats entre pétainistes et gaullistes, Ulrich apprend à connaître les hommes.

Ulrich-Galadio, retrouvera les traces de son père, à Djémé au Mali, d'où ce dernier est parti et n'y retournera plus jamais si ce n'est que dans le souvenir qu'il y laisse.

Comme d'habitude, lire Didier Daeninckx, c'est lire le parcours d'un homme, d'un destin, c'est lire aussi son propre parcours. L'écriture de Daeninckx est un voyage, et nous amène à réfléchir sur nos destinées.



## A voir

Didier Awadi sur la croisette, son film « Le point de vue du lion » sera projeté lors du festival de Cannes

**Le point de vue du lion**, le premier film documentaire réalisé par le rappeur Didier Awadi, a été retenu pour le festival de Cannes et sera diffusé le 15 mai prochain au marché du film.



## A écouter

**Présidents d'Afrique**, de Didier Awadi

Le rappeur sénégalais Didier Awadimet en musique, dans son dernier album, *Présidents d'Afrique*, des discours de Thomas Sankara (Burkina Faso), Nelson Mandela (Afrique du Sud), Kwame Nkrumah (Ghana), Gamal Abdel Nasser (Egypte), Patrice Lumumba (RD Congo), Cheikh Anta Diop (Sénégal), Frantz Fanon, Aimé Césaire (Martinique), qui avaient une vision progressiste de la marche du continent africain. Cet album de l'ancien leader du PBS (Positive Black Soul) est un vrai featuring entre les grands leaders africains, leur rêve, les questions qu'ils ont eues et les réponses données par les générations d'aujourd'hui.

**Cases Rebelles**, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>

**MANIFESTATION**

**MOBILISATION**

**d'ailleurs nous sommes d'ici**

MOBILISATION NATIONALE ET UNITAIRE CONTRE LE RACISME,  
CONTRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT  
ET POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

28 MAI 2011  
PARTOUT  
EN FRANCE

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr); site: [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)  
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>





